

LA RÉPUBLIQUE  
***En Marche!***

**10**

PRISE DE  
POSITION

**PROPOSITIONS**

**POUR L'ÉGALITÉ**

FÉVRIER  
2021

**DES CHANCES**



**À PARTIR DES MESURES “ÉGALITÉ  
DES CHANCES” TIRÉES DES  
CONTRIBUTIONS DU MOUVEMENT  
DEPUIS 2017, UNE SÉLECTION DE  
10 PROPOSITIONS A ÉTÉ RÉALISÉE :**

# 1

SOCIAL

## **METTRE EN PLACE UN “CAPITAL JEUNE”**

de 10 000 euros d'accès universel pour chaque jeune de 18 à 25 ans. Il est insupportable de voir des jeunes abandonner un projet d'avenir ou leurs études.

Notre proposition doit permettre à chacun d'entre eux de se projeter, de ne pas freiner ses projets par manque de moyens. Elle va beaucoup plus loin qu'une allocation versée à la fin du mois : un capital de départ permet aux jeunes de choisir leur avenir. Et contrairement au prêt bancaire étudiant classique, c'est un emprunt sans risque : si vous n'atteignez pas des revenus suffisants, vous n'avez pas à le rembourser.

«

**QUAND ON VEUT RÉUSSIR, IL NE FAUT PAS AVOIR PEUR D'ÉCHOUER.**

**AVEC LE CAPITAL JEUNE, C'EST LA COLLECTIVITÉ QUI PREND CE RISQUE.**

**CELA POURRAIT PAR EXEMPLE**

**PERMETTRE À UN JEUNE DANS**

**LA RURALITÉ DE NE PAS RENONCER**

**À UN PROJET D'ÉTUDES DANS**

**UNE VILLE LOIN DE SON DOMICILE**

**FAMILIAL. PLUS DE MOBILITÉ,**

**UNE ÉGALITÉ RÉELLE, C'EST AU CŒUR**

**DE NOTRE PROJET POLITIQUE. »**

**Stanislas Guerini**

Délégué général

---

# 2

ÉDUCATION

## **METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE MOBILITÉ DES ÉLÈVES AU SEIN DES TERRI- TOIRES FRANÇAIS.**

Un « Erasmus des collégiens et des lycéens », en France, pour donner à chaque jeune la possibilité de sortir de son territoire et découvrir d'autres Français. Un collégien marseillais irait par exemple passer 2 semaines dans l'internat ou la famille d'un collégien du Puy-de-Dôme au premier trimestre de son année de troisième et recevrait son correspondant, au troisième trimestre de la même année.

# 3

ÉDUCATION

## **LANCER UNE MOBILISATION NATIONALE POUR LE MENTORAT.**

Tout jeune en fin de collège doit être soutenu par un jeune actif afin de lutter contre l'autocensure et le manque d'information. Les jeunes de zones prioritaires doivent en bénéficier en priorité d'ici 2022. Cela pourrait se faire par un appel d'offre ou contrat à impact avec des associations spécialisées ou d'abord par la mobilisation des 300 000 bénévoles de la réserve civique.

# 4

SOCIAL

## **LANCER UNE STRATÉGIE NATIONALE POUR LA SANTÉ MENTALE.**

Sensibilisation des jeunes et formation des adultes, généralisation des équipes mobiles à domicile pour moins d'hospitalisations, remboursements de forfaits de consultations chez les psychologues. Les difficultés psychologiques et mentales, colossales chez les jeunes, sont un facteur considérable d'inégalités et d'obstacles à la réussite de chacun.

# 5

SOCIAL

## **ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DU REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ (RUA).**

C'est grâce à cette réforme que l'on pourra réduire la précarité durable et celle des nouveaux publics : une allocation sociale unique fusionnant diverses prestations sociales permettrait de réduire le non-recours et de repenser l'accès de nouveaux publics. Cela concernerait environ 12 millions de Français.

# 6

SOCIAL

## **METTRE EN PLACE UNE COUVERTURE UNIVERSELLE DE SANTÉ POUR LES 16-25 ANS.**

La complémentaire santé solidaire existante (CSS) ne couvre que les étudiants les plus modestes.

# 7

LOGEMENT

## **TENIR L'OBJECTIF DE 25 % DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS TOUTES LES COMMUNES.**

Pour cela, celles qui ne respectent toujours pas la loi SRU en vigueur aujourd'hui doivent être systématiquement et plus durement sanctionnées. La loi devra également être prorogée et la liste des communes actualisée pour tenir compte des nouveaux besoins. En cas de manquements répétés et graves, l'État devrait pouvoir préempter les terrains non occupés.



# 8

ENTREPRISE

## **CRÉER L'INDEX "DISCRIMINATIONS EN ENTREPRISE" POUR LES 30 000 ENTREPRISES DE PLUS DE 50 SALARIÉS, ET RENDRE OBLIGATOIRE LA PUBLICATION DU SCORE OBTENU.**

Pourraient être pris en compte le pourcentage de salariés issus de lycées REP et REP+, en comparaison à leur part dans la population, l'existence de dispositifs internes de lutte contre les discriminations (formations, journées recrutement etc.) et le résultat d'une enquête interne sur le ressenti des discriminations (conçue par l'administration; envoyée à tous les salariés; anonyme). La publication de cet index devrait faciliter une prise de

conscience globale et le risque réputationnel pour les entreprises devrait nourrir un cercle vertueux d'engagement de leur part. À la différence de l'index "égalité femmes-hommes", il est juridiquement impossible d'imposer des pénalités aux entreprises ayant de faibles scores (subjectivité du senti, difficultés d'évaluer le juste niveau de personnes issues de REP dans l'entreprise).

# 9

FONCTION PUBLIQUE

## **OUVRIR LE RECRUTEMENT D'AU MOINS UN QUART DES DIRECTEURS D'ADMINISTRATION / HAUTS FONCTIONNAIRES,**

sur la base d'appels à candidatures ouverts aux critères transparents et sans monopole d'accès de certains corps ou écoles. Comme dans la majorité des pays européens, le personnel de la haute administration doit davantage être sélectionné pour un poste donné, selon une expérience et une expertise précise. Cette proposition peut être mise en œuvre quelle que soit la réforme de l'ENA en cours.

# 10

MOBILITÉ

## **FINANCER LE PERMIS DES JEUNES QUI CHOISISSENT DE S'ENGAGER POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.**

Concrètement, tout jeune qui s'engage dans la phase 3 du Service national universel, qui dure au moins 3 mois, pourrait obtenir un bon à utiliser en auto-école.

***EM!***

||

